

# Le pouvoir aux travailleurs

23 MAI 1995

N° 27

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- FACE AUX LICENCIEMENTS, UNE LUTTE COMMUNE S'IMPOSE .....	2 - 3
- AUGMENTATION DES SALAIRES DES TRAVAILLEURS: UNE URGENCE .....	4 - 5
- CODE ELECTORAL: LES TRAVAILLEURS ONT D'AUTRES COMBATS A MENER .....	5 - 8
<u>SENEGAL:</u>	
- LA FLAMBEE DES PRIX FRAPPE DUREMENT LES PLUS DEMUNIS .....	8 - 9
- PENDANT QU'ON SIGNAIT L'ARMISTICE LE 8 MAI 1945 .....	9 - 10



## FACE AUX LICENCIEMENTS, UNE LUTTE COMMUNE S'IMPOSE

Depuis le 4 mai dernier, les travailleurs de la SITRAM (Société de transports maritimes) empêchent cinq membres de la direction d'accéder à leur bureau, parce qu'ils considèrent ceux-ci comme les principaux responsables de la faillite de la société entraînant l'annonce d'un "chômage technique" (en fait un licenciement déguisé) de près de 350 sur 500 travailleurs, soit plus de la moitié des effectifs.

Les travailleurs dénoncent à juste titre la mauvaise gestion de la direction qui a conduit la société au bord du gouffre, en l'endettant jusqu'au cou avec un trou de 43 milliards FCFA environ. Comme d'habitude, l'Etat, le principal actionnaire de la SITRAM, ne reproche rien à ces gens qui ont largement détourné de l'argent pour garnir leurs comptes en banque, pendant que les caisses de la société se vidaient sans cesse. Et bien évidemment, ils ne sont même pas inquiétés.

Non, ces gens vont continuer à garder leurs postes juteux et à saigner la société. Mais c'est les travailleurs qu'ils veulent faire payer à leur place. Les travailleurs de la SITRAM ont tout à fait raison de ne pas accepter de faire les frais d'une gestion ruineuse à laquelle ils n'ont été associés ni de près, ni de loin.

Mais pendant que les travailleurs de la SITRAM se battent pour éviter des licenciements massifs, ceux de la SIPE (Poste et Epargne) viennent d'apprendre, à la suite du dernier conseil des ministres, que 750 sur les 2.400 employés que compte cette société vont être licenciés. Là aussi, ce qui est à la base des difficultés de la SIPE, c'est la mauvaise gestion, par exemple les salaires exorbitants que s'octroient les dirigeants, auxquels s'ajoutent les inévitables détournements de fonds, sans parler de nombreux avantages tels des villas et véhicules de fonction. Mais c'est aux travailleurs qu'on présente la facture de tous ces pillages et gaspillages. C'est à eux qu'on demande de payer par le chômage, et non pas aux dirigeants de la SIPE qui ont mis celle-ci à genoux.

A SITARAIL (société privée qui gère l'axe ferroviaire Abidjan-Ouagadougou), plane également une menace de licenciement sur les 3.200 travailleurs ivoiriens et burkinabés. Il est question de licencier près de 1.400 employés, soit environ la moitié des effectifs. Déjà, en 1989, plus de 1.000 travailleurs, rien que du côté ivoirien, ont été licenciés, au moment de la séparation de l'ex-RAN en deux sociétés de chemins de fer (ivoirienne et burkinabé). Mais ces deux sociétés viennent d'être privatisées et deviennent une seule société, la SITARAIL. C'est au nom de la rentabilité que cette société veut jeter à la rue d'un seul coup plusieurs centaines de travailleurs.

Ces trois sociétés où plus de 3.000 travailleurs risquent de perdre leurs emplois ont en commun le fait d'être déjà privatisées (SITARAIL) ou en voie de l'être. L'ex-RAN était largement déficitaire quand elle a été privatisée. Les deux autres sociétés (SITRAM et SIPE) qui appartiennent à l'Etat ont un gros trou financier que l'Etat ne peut combler, comme il le faisait avec les sociétés étatiques en difficulté au temps où le café et le cacao se vendaient relativement bien.

Maintenant les temps ont changé. L'Etat lui-même a d'énormes difficultés financières dues en partie aux nombreux détournements de fonds (comme quoi l'exemple vient d'en haut), mais surtout à la crise de l'économie capitaliste. Alors, pour avoir de l'argent frais, mais aussi sous la pression du FMI et de la Banque mondiale qui font de la privatisation une des conditions d'octroi de nouveaux crédits, l'Etat a décidé de vendre toutes les sociétés étatiques ainsi que toutes les actions qu'il détient dans certaines sociétés. Quelques sociétés sont déjà privatisées, d'autres ne tarderont pas à l'être dans un avenir plus ou moins proche.

Les privatisations se déroulent généralement toujours selon le même scénario : des licenciements massifs au nom d'un "plan de redressement". Pour permettre aux patrons de faire d'énormes profits, bon nombre de travailleurs sont jetés à la rue et ceux qui restent doivent assurer la même quantité de travail qu'avant - sinon plus. Ainsi, par exemple à Gonfreville (usine de textile de Bouaké), il y avait plus de 4.000 ouvriers en 1990 avant la privatisation. Sous le couvert de la privatisation, tous les ouvriers ont été jetés dehors. Ensuite, seulement 1.200 d'entre eux ont été réembauchés comme s'ils étaient des nouveaux avec des salaires plus bas qu'avant..

Les licenciements, les bas salaires et la vie chère pèsent lourdement sur les conditions de vie déjà très précaires des travailleurs. Cette situation de chômage et de misère qui frappe les travailleurs depuis plusieurs années, risque malheureusement de s'aggraver. Car si, contrairement aux prévisions optimistes du gouvernement qui parle inlassablement de reprise économique, la crise s'aggrave de plus en plus, des licenciements vont continuer. Sauf si les travailleurs refusent de continuer à payer les conséquences de la crise.

Oui, pour mettre fin aux plans de licenciements successifs, pour défendre la sécurité de leur emploi, ainsi que pour obtenir des augmentations de salaires, les travailleurs sont obligés de se battre. Ils l'ont d'ailleurs fait ici ou là, au moyen des grèves, parfois en s'affrontant aux forces de l'ordre qui n'hésitaient pas à réprimer. Mais jusque-là, ces luttes restaient isolées les unes des autres, et elles n'avaient ni l'ampleur ni la force susceptibles d'obliger les patrons et le gouvernement à annuler leurs plans de licenciements et autres mesures d'austérité. Ces luttes gagneraient en efficacité, si elles étaient coordonnées et unies dans un seul plan de riposte.

## AUGMENTATION DES SALAIRES DES TRAVAILLEURS: UNE URGENCE!

Dans le meilleur des cas, le revenu mensuel moyen d'une famille ouvrière tourne aujourd'hui autour de 60.000f. C'est-à-dire un salaire d'environ 40.000f pour le mari et peut-être, une vingtaine de mille francs pour sa femme, quand elle trouve encore le temps de s'occuper de vendre quelque chose. Tenir tout un mois avec ce maigre revenu est tout un calvaire.

Aujourd'hui, quand on totalise ce qu'il faut pour l'achat d'un sac de riz, plus le budget pour les repas d'un mois et le prix du loyer de la maison, déjà on dépasse le revenu total de la famille.

Il n'est pas exagéré d'affirmer que les familles ouvrières sont aujourd'hui littéralement asphyxiées par la cherté de la vie.

A l'occasion du premier mai, Bédié a annoncé une augmentation de 3% à 15% des salaires des fonctionnaires et ce à compter de... fin juillet. La journée du premier mai a servi tout juste aux dignitaires du pays à faire leur publicité à moindre frais, à commencer par le président de la république, en passant par les Secrétaires Généraux des deux centrales syndicales: L'UGTCI et la FESACI (Fédération des Syndicats Autonomes de la Côte d'Ivoire).

Qu'est-ce que cette augmentation dérisoire, qui ne touche en plus qu'une toute petite minorité de travailleurs, à côté de la cherté actuelle de

la vie? Ce qui n'a pourtant pas empêché même un Marcel Ettié (dirigeant de la Fesaci) de faire le commentaire suivant: "déjà nous pouvons le dire, c'est une bonne nouvelle pour les travailleurs. Nous espérons que l'année prochaine...". On voit le cynisme de tous ces gens-là. On voit aussi que, opposition ou pas, tous ces gens-là font partie du même monde des riches. Autrement, comment un Marcel Ettié ose-t-il parler de "bonne nouvelle" ou de l'espoir pour "l'année prochaine"? Décidément, il n'y a rien à attendre de ces gens de l'opposition: le pouvoir ou l'opposition, c'est les deux bouts du même bâton!

Quant aux travailleurs du privé, à savoir les ouvriers des usines, les travailleurs du bâtiment, les "bonnes", les "boys", etc, eh bien pour les riches et pour les dignitaires du pouvoir, ils n'existent pas. Pour eux, les travailleurs ne sont que des machines à faire du profit. Que leur importe la vie de leurs ouvriers? Ces gens-là prient tous les jours leur dieu pour que les travailleurs acceptent de se nourrir uniquement de bananes et d'eau! Et s'ils doivent mourir, qu'ils meurent en cachette sans faire de bruit. Seulement ce qu'ils oublient, c'est que les travailleurs, les exploités, les pauvres en général, sont des hommes et des femmes qui vivent tous la même réalité, qui ont les mêmes intérêts fondamentaux, qui ont les mêmes ennemis, à savoir les riches! Ils

constituent la grande majorité de la population. Ils forment en somme une force, capable de leur demander un jour des comptes.

Même cette augmentation minable dont bénéficieront peut-être les fonctionnaires coûterait à l'Etat, selon Bédié, "au moins 6 milliards de francs"; c'est pour dire qu'il ne lui est pas possible de payer plus. Ah bon? Comment n'est-ce pas possible de payer plus quand on sait que si on totalise ne serait-ce que les fortunes des 3 familles - connues - les plus riches de ce pays, à savoir: Houphouët: 6.600 milliards de F CFA; l'ancien directeur de la douane: 250 milliards; Bédié, lui-même: 230 milliards (chiffres publiés dans le "Quid des records"), eh bien, rien qu'avec ces 3 fortunes on pourrait doubler les augmentations annoncées par Bédié et en assurer le paiement durant 50 ans!

Ce sont ces gens-là qui osent parler de crise, de restructuration, de développement, de sacrifices aux pauvres!

Il faut savoir que tous ces gens-là ne sont que des "grilleurs d'arachides". Ils travaillent pour le compte de la bourgeoisie. Et ceux qui frappent à leur porte, cette prétendue opposition, ne sont que des candidats à la candidature, pour bouffer. Alors, si les grilleurs d'arachides se permettent de ramasser des fortunes considérables, que doivent ramasser leurs maîtres?

Malgré les richesses colossales qu'ils nous ont volées, ils osent encore nous dire que les travailleurs du privé ne peuvent pas bénéficier d'une augmentation sous peine de faillite! De qui se moquent-ils?

Une enquête effectuée par "Dignité" (centrale syndicale autonome) a montré qu'il faudrait un minimum de 122.701f par mois pour vivre à peu près décemment dans ce pays. Eh bien, les travailleurs auraient mille fois raison de s'organiser pour lutter pour cet objectif. D'autant plus que ce sont eux qui produisent les richesses.

**CODE ELECTORAL : LES TRAVAILLEURS  
ONT D'AUTRES COMBATS A MENER**

Comme prévu, le 4 mai dernier, le Front Republicain a organisé une gigantesque marche de protestation contre le code électoral. Des milliers de gens ont accouru des quatre coins d'Abidjan, de sa banlieue et même de la province pour manifester dans la rue leur refus des lois votées par l'Assemblée dominée par le PDCI. Ils ont dénoncé le

code électoral comme étant xénophobe et conçu pour permettre au parti au pouvoir de remporter les prochaines élections grâce aux fraudes et autres tricheries.

Aussi les dirigeants du Front Republicain ont-ils demandé le retrait pur et simple dudit code et exigé la

constitution d'un autre, de type "consensuel", qui serait le résultat des discussions entre le pouvoir et les partis d'opposition. A la fin de la marche, ils ont aussi promis que, si le pouvoir ne revenait pas sur sa décision d'imposer le code électoral, ils appelleraient à d'autres manifestations du même genre jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction.

En guise de réponse à la marche du Front Républicain, le pouvoir, qui a d'abord tenté de négliger celle-ci, vient de réagir en décidant de faire marcher ses partisans le 27 mai prochain. Laurent Dona Fologo, le secrétaire général du PDCI, explique cette décision par le fait que son parti veut faire descendre dans la rue 2 à 300 000 personnes pour montrer que la majorité des Ivoiriens approuve le président Bédié : "Il s'agit ici de prouver au monde que le peuple de Côte d'Ivoire est derrière Henri Konan Bédié...", affirme-t-il. La marche des partisans du pouvoir sera donc une démonstration de soutien au code électoral mais aussi à la politique générale du gouvernement.

Cette initiative est en elle-même un aveu : le pouvoir reconnaît implicitement que la marche de l'opposition a été un succès en réalité, même s'il a essayé d'en mépriser la portée. Mais au-delà de ce simple constat, la décision de la marche du PDCI montre surtout qu'un cran vient d'être franchi dans le bras de fer engagé entre le pouvoir et l'opposition autour du code électoral. En effet, si hier encore il était difficile de savoir les intentions des uns et des autres, aujourd'hui, de façon démagogique, les deux camps font de la surenchère et donnent l'impression de vouloir en

découdre.

Dans sa presse, profitant du problème du code électoral, l'opposition accuse le pouvoir et le PDCI de faire du tribalisme, plus précisément la chasse aux Dioulas et plus généralement aux musulmans, soupçonnés de soutenir l'ancien premier ministre Alassane Ouattara, candidat probable du RDR aux prochaines élections présidentielles. Elle affiche sa volonté de tout faire pour que le code électoral soit retiré. Elle prévoit de mobiliser la population pour d'autres marches plus importantes. Elle menace même le pouvoir de faire planer sur le pays des risques graves s'il refuse de tenir compte de ses points de vue : "(...) tant que le pouvoir ne prendra pas conscience de la représentativité du Front Républicain et de sa détermination à lutter pour des élections justes et transparentes, jamais les deux parties ne s'asseyeront pour discuter. A cette allure, nous nous acheminons tout droit vers des drames comme au Libéria, au Nigéria, au Burundi, au Rwanda, en Algérie où, suite à des élections mal organisées, chaque citoyen est devenu un loup pour son compatriote", déclare "La Voie", journal porte-parole du FPI, le principal parti de l'opposition.

De son côté, le pouvoir campe sur sa position et n'entend pas reculer d'un pouce. Face aux arguments de l'opposition, les journalistes à sa solde brandissent la carte de "l'ivoirité" : pour eux, le code électoral est conçu pour éviter que le pays ne soit pas dirigé par des "étrangers" mais des "Ivoiriens de souche". Ils aiguissent le nationalisme, voire le chauvinisme des Ivoiriens.

L'opposition, notamment le RDR, est présentée comme défendant les intérêts des Dioulas, des "étrangers" : "Ce qui tombe sous le bon sens et demeure incompréhensible pour beaucoup de gens, Ivoiriens et non-Ivoiriens, c'est que des fils authentiques de ce pays puissent s'allier à des étrangers pour hypothéquer son avenir.", écrit l'éditorialiste de Fraternité-Matin, le journal pro-gouvernemental.

Quant aux hommes politiques au pouvoir, se fondant sur le fait que la loi a été votée par l'Assemblée, pour eux, le problème du code électoral est clos. Le président de l'Assemblée a déclaré qu'il sera "intégralement appliqué". Laurent Dona Fologo, le secrétaire général du PDCI, vient de le confirmer en prenant la décision de la marche du 27 mai tout en refusant même l'idée de la création d'une "commission électorale autonome" souhaitée par l'opposition.

Dans cette surenchère entre les deux camps, il y a évidemment une très forte dose de démagogie et de mensonge. La lutte que l'opposition fait semblant de mener pour "des élections justes et transparentes" ou pour dénoncer la chasse aux Dioulas et autres "étrangers", par exemple, n'est qu'une illusion en réalité. On se rappelle qu'il n'y a pas longtemps, au temps d'Houphouët, c'est le FPI qui accusait le pouvoir d'être "le parti des étrangers" à cause justement de la nomination d'Alassane Ouattara au poste de premier ministre. Les dirigeants du RDR, qui ont servi la dictature du parti unique des années durant, ne sont pas eux non plus des modèles en matière de démocratie.

Inversement, quand les

Bédié, Fologo et autres journalistes à leur solde prétendent défendre les intérêts des "Ivoiriens", ils ne cherchent qu'à tromper les petites gens en tirant sur les cordes sensibles du nationalisme. Depuis quand ces gens-là se sont-ils préoccupés des problèmes des populations de ce pays, eux qui, depuis toujours, ont servi le système actuel responsable de l'exploitation des masses pauvres et de leur condamnation à la misère, aux maladies et autres souffrances ?

En réalité, aussi bien les politiciens de l'opposition que ceux du pouvoir ne pensent qu'à leurs intérêts personnels. Ce qu'ils cherchent, c'est tout simplement arriver au pouvoir ou s'y maintenir ou même le partager afin de bénéficier des avantages que cela confère. Mais dans cette bagarre effrénée pour le pouvoir qu'ils se livrent, sur un fond de démagogie tribaliste, régionaliste, confessionnaliste et xénophobe, ils peuvent prendre le risque criminel d'entraîner le pays dans des luttes fratricides, dans lesquelles les principales victimes seront les masses pauvres, quel que soit le camp qui l'emportera.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à écouter les sirènes de l'un ou l'autre bord. Les élections ne pourront être véritablement transparentes qu'à partir du moment où elles seront soumises au contrôle de la majorité de la population et pas à celui des cliques qui se disputent le pouvoir. Rivaux aujourd'hui en invoquant "la démocratie", "la transparence", ces dernières sont profondément complices pour tromper la population laborieuse et dénaturer ses aspirations. Les



travailleurs n'ont pas non plus une quelconque "ivoirité" à défendre. Seuls comptent leurs propres intérêts de classe, les intérêts des travailleurs, des opprimés, différents de ceux de la bourgeoisie dont les politiciens au pouvoir et ceux de l'opposition ne sont que des larbins. Ils ont donc tout intérêt à s'organiser, à s'unir, par-delà les différences culturelles, régionales et nationales, afin de se défendre

collectivement contre les démagogues de tout bord qui sont leurs véritables ennemis. C'est de cette façon qu'ils pourront améliorer leurs conditions de vie, accéder, et de façon durable, aux libertés démocratiques, mais aussi faire barrage au risque d'affrontements de tout genre que les politiciens bourgeois font planer sur le pays, juste pour bénéficier des avantages du pouvoir.

### SENEGAL : LA FLAMBEE DES PRIX FRAPPE DUREMENT LES PLUS DEMUNIS

La dévaluation est une véritable catastrophe pour la population pauvre, car tous les prix des marchandises de première nécessité ont été presque doublés.

Le sac de 100 kg de riz qui coûtait 13.000 FCFA avant la dévaluation est maintenant passé à 22.000 FCFA. Le litre d'huile est passé de 350 à 575 FCFA, le kilo de viande de 800 à 1.500 FCFA, le sac de 100 kg de mil a plus que triplé en passant de 5.000 à 16.000 FCFA; le kilo de lait en poudre de 800 à 1.300; le kilo de sucre de 350 à 450 FCFA; la boîte de Nescafé de 1.000 à 2.500 FCFA, etc...

Le prix de tous les transports en commun, public comme privé a augmenté de plus de 10%.

Mais le salaire pour une minorité de gens qui ont la "chance" de travailler n'a pratiquement pas bougé. La dévaluation est devenue un prétexte pour un certain nombre de commerçants pour augmenter les

prix de façon abusive, car même les prix des produits fabriqués ou cultivés localement comme le mil, l'arachide ou le tissu ont été doublés.

Il y a actuellement une mini-crise dans le secteur du ciment provoquée par une des rares mesures gouvernementales de faire baisser le prix d'un produit. Il a été décidé, en effet, de faire baisser le prix de la tonne de ciment de 43.600 à 42.600 FCFA. Mais depuis deux mois maintenant, les usines de production de ciment ne vendent plus leurs produits à tous les commerçants comme elles le faisaient auparavant sous prétexte que la demande est plus importante que l'offre. En réalité, les cimenteries vendent aux grands commerçants et ces derniers revendent en cachette aux particuliers au prix de 46.000 FCFA au lieu des 42.600 FCFA. Toutes les boutiques qui, d'habitude, vendaient du ciment sont aujourd'hui vides à Dakar comme dans les autres villes du Sénégal.

Tous les petits chantiers de construction de maisons individuelles ont pratiquement arrêté de travailler. Les travailleurs journaliers du bâtiment sont privés de leur emploi.

En réalité, cette mini-crise est une véritable escroquerie de la part du gouvernement, car il cherche à faire admettre l'augmentation du prix du ciment pratiquée en cachette par les grands commerçants. Sinon il aurait pu interdire cette augmentation sauvage.

Le gouvernement d'Abdou Diouf est constitué d'un nombre inutilement élevé de 33 ministres (puisque il faut faire de la place à l'opposition) dont un est spécialement chargé de l'équipement et des transports terrestres. Mais comme on le

sait, le gouvernement est une mangeoire et les ministres sont là pour se servir et non pour résoudre quoi que ce soit. A Dakar, c'est l'anarchie totale. La SNCS (chemins de fer) et la SOTRA (bus) qui dépendent de l'Etat ne remplissent même pas leur rôle minimum pour les usagers. C'est ainsi qu'entre Dakar et une banlieue populaire comme Thiaroye, pendant les heures de pointe, les passagers sont entassés comme des animaux.

S'il n'y avait pas les transports privés (minibus), les gens ne pourraient même pas se déplacer. Malgré cela, aux heures d'affluence il faut être costaud et en bonne santé pour pouvoir pénétrer dans ces véhicules dits de transports en commun. On se croirait à Abidjan.

PENDANT QU'ON SIGNAIT L'ARMISTICE LE 8 MAI 1945 ...

A l'occasion de la cérémonie commémorative de la journée du 8 mai 1945 qui symbolisait la victoire des forces alliées sur l'armée hitlérienne, un certain nombre de dictateurs africains ainsi que quelques anciens combattants africains ont été invités au défilé sur les Champs Elysées pour faire oublier les basses oeuvres de l'armée coloniale française en Afrique.

Pour les commentateurs des grands médias ainsi que pour les représentants de l'Etat français, il y avait d'un côté le camp de la "liberté" et de l'autre les nazis. Mais pour les populations des pays colonisés, notamment par la France, il n'a jamais été

question de parler de "liberté", pas même pour ceux qui avaient été enrôlés de force pour combattre dans les tranchées auprès des forces alliées. Des dizaines de milliers d'Africains et de Maghrébins originaires des anciennes colonies françaises étaient morts. Une grande partie de ceux qui ont survécu à cette guerre sont revenus mutilés. Certains d'entre eux ont même été assassinés pour avoir osé revendiquer une indemnisation. C'est ce qui s'est passé à Dakar, au camp de Thiaroye, le 1er décembre 1944.

Suite à la démobilisation, plus d'un millier de soldats revenus de la guerre ont été

dirigés sur le camp militaire de Thiaroye en attendant d'être renvoyés dans leurs foyers. A ces soldats qui réclamaient le paiement de leurs arriérés de soldes après des années de privations et de souffrances, les représentants des autorités coloniales avaient répondu par le mépris et la brutalité qui leur étaient habituels. Les soldats ont manifesté et séquestré un général. Les officiers de l'armée coloniale ont fait réprimer cette révolte dans le sang. Il y eut officiellement 35 morts et 35 blessés parmi les soldats sénégalais. C'est ainsi que le général De Gaulle qui était déjà au pouvoir remerciait ceux qui, parmi les Africains, avaient combattu malgré eux pour la France qui les maintenait en même temps sous sa férule coloniale.

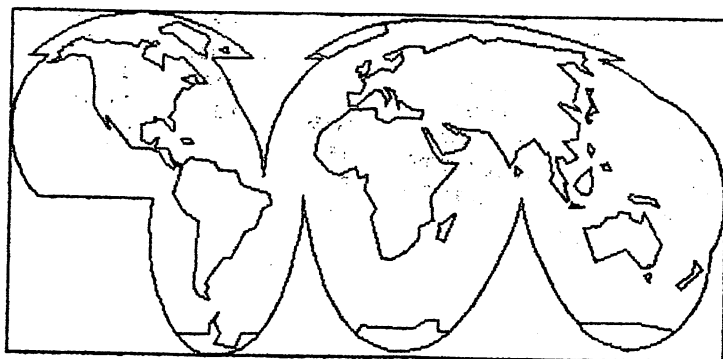
Quelques mois après, le 15 mai 1945, c'est en Algérie, dans la localité de Sétif et de Guelma que l'armée coloniale française avait réprimé impitoyablement la population algérienne sous prétexte qu'elle était manipulée par des "agents provocateurs nazis". La police, aidée par l'aviation militaire, avait bombardé aveuglément ces deux localités. Il y eut plusieurs

dizaines de milliers de victimes.

Tous ces morts dans les colonies, au moment même où en France on fêtait la "libération", montraient que la simple utilisation du mot "libération" était bannie dans les pays colonisés par la France. Le peuple malgache en a fait lui aussi les frais en 1947 en osant revendiquer l'indépendance. Là aussi, il y eut une répression sauvage qui a fait des dizaines de milliers de morts.

Tous ces événements sanglants ont été volontairement tus par les grands médias et par les représentants de la France avec la complicité de leurs valets (les dirigeants africains), pendant la commémoration du cinquantième de la victoire des alliés sur l'armée allemande. Pour eux, évidemment, il ne faudrait surtout pas salir l'image de la France qui luttait pour sa "libération" tout en continuant à maintenir les peuples colonisés dans un état de demi-esclavages et en massacrant férocement ceux qui osaient parler à leur tour de se libérer de cette situation humiliante.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS!

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.